

Religion, identité sociale et transition démocratique à Tananarive : de fidèles en citoyens

*François Roubaud **

À Madagascar, Églises et religion pèsent d'un poids déterminant sur la scène nationale. Dans un article récent, un analyste averti de la société malgache écrivait : « Les Églises sont partie intégrante du paysage malgache, et nul ne songerait à les dissocier de l'évolution de la vie nationale. Le poids réel de leur influence est certes impossible à quantifier, mais leur présence est incontournable... Le poids des Églises dans la vie nationale, et en particulier des quatre plus importantes... n'a fait que se renforcer depuis l'indépendance » [Urfer, 1993 a]. Les événements populaires de 1991 et l'avènement de la III^e République ont encore renforcé le poids des Églises dans le cours de la vie publique. Ainsi, les manifestations et rassemblements sont ritualisés par la célébration d'un culte œcuménique quotidien, les lieux de négociation furent le collège protestant Rasalama et les bâtiments catholiques d'Antanimena. Ce rôle incontestable des Églises vaut aussi bien au niveau de l'intervention active des instances ecclésiastiques dans les principaux débats de société, qu'en ce qui concerne le rôle de la religion comme principe de régulation des conduites individuelles ou dans la vie quotidienne.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer chaque dimanche matin la population de la capitale, livres de prières en main et vêtue de ses plus beaux habits, converger en masse, et le plus souvent en famille, vers les lieux de culte, pour assister aux offices. Cette religiosité n'est pas seulement une réalité populaire, mais transparaît aussi fortement à l'échelon le plus élevé. Madagascar est une république laïque dont la constitution (art. 1) affirme le principe de séparation de l'Église et de l'État, mais souligne également dans son préambule : « Le peuple Malagasy souverain... affirme sa croyance en l'existence de Dieu Créateur. » L'auteur cité plus haut s'étonnait : « Plus paradoxal encore, le chef de l'État ne répugne pas à se muer en docteur ès Écritures saintes, lors des traditionnelles cérémonies de présentation des vœux aux corps constitués et au corps diplomatique » [Urfer, 1993 a].

Cette prégnance du fait religieux conduit à s'interroger sur son rôle dans le fonctionnement de la société en général. Cet article se propose d'apporter des éléments de réponse originaux à cette question. En particulier, la mobilisation d'une enquête, réalisée dans l'agglomération d'Antananarivo au premier semestre 1997,

* Économiste IRD, projet Madio, centre IRD à Madagascar.

permet de dépasser le stade de la simple exégèse des discours officiels, pour quantifier et apprécier le facteur religieux vu depuis la base, et identifier les éventuelles discordances entre les dogmes ou les doctrines affichés par les appareils confessionnels et les pratiques réelles. Elle s'inscrit dans un programme plus ambitieux d'analyse des différentes composantes de l'identité sociale, aussi bien religieuse qu'ethnique ou politique, et de leurs modes d'articulation.

Nous dresserons d'abord un état des lieux de la scène religieuse dans la capitale malgache, de l'importance respective des Églises et des contours spécifiques des pratiques religieuses. Ensuite, nous nous consacrerons à l'étude des valeurs transmises par les Églises, et de leur rôle, réel ou désiré, dans la vie nationale et la société actuelle. Enfin, nous chercherons à mesurer le poids de la dimension religieuse dans la constitution de l'identité sociale, et plus particulièrement à cerner son rôle dans la détermination des comportements électoraux.

Religion et pratiques religieuses : l'état des lieux

Le poids des religions : l'emprise généralisée du christianisme

La quasi-totalité des Tananariviens de 15 ans et plus déclare adhérer à une religion. Le nombre d'athées ou d'agnostiques (« *sans religion* ») est infime, puisqu'ils représentent moins de 0,2% de la population. Le rattachement à une religion reste donc, encore aujourd'hui, un marqueur social qu'il est difficile de ne pas revendiquer.

La répartition par grande famille religieuse montre l'emprise généralisée du christianisme. Plus de 97% des habitants de la capitale s'en réclament. Quant aux non-chrétiens, ils se recrutent principalement chez les étrangers : Indo-Pakistanaï ou Comoriens pour les musulmans ou les hindouistes, Chinois chez les bouddhistes, etc. De plus, aucune personne n'a déclaré pratiquer le culte des ancêtres (*fivavahana nentim-paharazana*) comme principale confession. Cette quasi-exclusivité du christianisme est un indicateur de la faiblesse des mouvements migratoires à Madagascar, aussi bien internes qu'internationaux, puisque les estimations existantes font état d'un taux de christianisation d'environ 45% à l'échelle du pays tout entier [Hübsch, 1993]. Elle montre aussi le faible impact du « socialisme réel », avec son penchant athéiste, développé sous la II^e République dans la seconde moitié des années soixante-dix, sur le poids de la tradition chrétienne.

Si le christianisme ne souffre d'aucune concurrence à Antananarivo, on observe en revanche une grande diversité d'Églises de rattachement. Deux confessions dominent largement : la FJKM, Église protestante qui descend en droite ligne des missionnaires de la LMS (London Missionary Society), arrive en tête avec environ 46% des Tananariviens, talonnée par les catholiques (ECAR) : 39%. À elles seules, ces deux Églises regroupent 85% de la population. Les autres Églises chrétiennes sont plus marginales. La FLM (luthériens) compte pour moins de 4%, les Églises anglicane et adventiste 1,3% chacune, tandis que près de 7% se réclament de différents groupes protestants (baptistes, pentecôtistes, *jesosy mamonsy*, etc.) ou mormons.

Figure 1 – Répartition des différentes religions suivant le sexe

	Religion pratiquée								Total
	FJKM	FLM	Autres protestants	Catholique	Musulman	Culte des ancêtres	Autres religions	Sans religion	
Hommes	46,3	3,6	9,1	39,0	0,6	0,0	1,2	0,2	100
Femmes	44,8	3,4	9,0	39,6	0,5	0,0	2,6	0,1	100
Total	45,5	3,5	9,0	39,3	0,6	0,0	1,9	0,2	100

Source : Enquête emploi 1997, Madio, nos propres calculs. 15 ans et plus. Toutes les données de cette étude sont tirées de cette enquête.

La survivance des rites traditionnels

Le culte des ancêtres correspond à la religion traditionnelle, qui avait cours avant l'implantation des missionnaires à Madagascar. Il comprend des rituels de passage liés à la naissance, au mariage, à la mort, etc., ainsi que des épisodes de possession liés au pouvoir, que l'on retrouve aux deux extrémités du spectre social : au niveau des individus (pratiques de guérison) et au niveau collectif et plus directement politique (cultes royaux). Ces deux derniers aspects qui avaient presque disparu de l'Imerina, doublement condamnés par les Églises et le pouvoir colonial, qui craignait de les voir mobilisés par les mouvements indépendantistes, puis par les autorités du pays, semblent resurgir en force depuis quelques années.

Si aucun Tanananarivien n'affiche le culte des ancêtres comme première confession, cela ne signifie pas pour autant que celui-ci ait complètement disparu. Au contraire, certains rites sont encore très vivaces, au premier rang desquels le *famadihana*, le retournement des morts. Ainsi, 72% des habitants de la capitale déclarent le pratiquer. Il est intéressant de noter que les catholiques sont les plus nombreux à retourner leurs morts, avec plus de 83% d'adeptes. Bien que moins répandue, cette coutume est aussi très courante chez les protestants de la FJKM ou de la FLM (respectivement 74% et 71% de pratiquants). Par contre, les membres des Églises protestantes minoritaires semblent beaucoup plus réfractaires à cette tradition, puisque moins d'une personne sur quatre s'y adonne.

Malgré ces différences d'attitudes vis-à-vis du *famadihana* entre catholiques et protestants, qui sont liées à l'histoire religieuse de Madagascar et à leurs doctrines respectives, les seconds rejetant de façon plus radicale le culte des saints et des images pieuses, sa pratique par les fidèles des deux confessions est relativement similaire, montrant par là le faible écho des condamnations ecclésiastiques dans la population. En revanche, la faible implication des membres des Églises protestantes « indépendantes » dans le *famadihana* est la marque d'un rapport beaucoup plus conflictuel avec ces rites traditionnels, qui sont rejetés sans possibilité « d'accommodement » [Jacquier-Dubourdieu, 1996]. On trouve bien là le signe de la position plus sectaire de ces Églises face aux coutumes locales.

Figure 2 – Pratique des rites traditionnels suivant la religion déclarée

Pratique le :	Religion pratiquée					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autres protestants	Autres	
<i>Famadihana</i>	74,5	82,7	71,1	25,8	15,5	71,6
<i>Joro</i>	4,0	5,7	4,2	1,6	2,3	4,4
<i>Tromba</i>	1,2	1,2	0,0	1,1	1,5	1,2
Aucun des trois	25,5	16,0	28,0	74,2	82,3	27,7

En dehors du *famadihana*, nous avons identifié deux autres pratiques liées au culte des ancêtres : *joro* (sacrifice) ou *sorona* (rite d'offrande), et le *tromba* (cérémonie de possession, dont le maître est appelé en Imerina *Zanadrano*). Dans les deux cas, ces rites sont très minoritaires : 4,4% pour le *joro* et 1,2% pour le *tromba*.

Finalement, l'absence de ceux qui se déclarent adeptes du culte des ancêtres et la forte cohabitation entre christianisme et rites traditionnels, surtout à l'occasion du *famadihana*, tendent à montrer que ces rituels relèvent plus de l'ordre de la coutume et des traditions, marqueur d'identité, que de la religion au sens strict. Mis à part chez les Églises protestantes indépendantes, la coexistence des deux types de pratiques n'est pas vécue sur le mode de la concurrence et de l'antagonisme, mais comme une tentative de conciliation entre deux cultures différentes et compatibles. Cette caractéristique malgache prend elle aussi ses racines dans l'histoire du pays, dans la mesure où, passés les premiers temps d'affrontement, les principales querelles religieuses n'ont pas opposé chrétiens et traditionalistes, mais les différentes Églises chrétiennes entre elles.

Église et société

La ferveur religieuse des Tananariviens, toutes générations confondues, conduit à s'interroger sur le rôle des Églises dans la société actuelle. En Occident, le recul du religieux s'explique en grande partie par un désajustement croissant entre le discours des Églises, perçu comme figé et dépassé, et une société en évolution rapide. Mais quelles sont les raisons qui font que Madagascar semble échapper à cette tendance ?

La modernité du message religieux

Si la société malgache est aussi empreinte de religiosité et les pratiques religieuses aussi intenses, c'est que les Églises ont su rester en prise avec les préoccupations fondamentales de la population. Le décalage de plus en plus profond observé en Occident entre les autorités religieuses et la société civile ne semble

Figure 3 – Des Églises en phase avec la modernité et le quotidien de la population

	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	
Le message véhiculé par les représentants de votre Église est en adéquation avec la modernité	91,6	90,3	96,9	90,3	94,4	91,6
Vos autorités religieuses sont proches de vous, et s'intéressent à vos préoccupations quotidiennes	72,4	73,5	78,5	87,0	91,9	74,7

pas avoir cours à Madagascar. Les clés de cette réussite s'expliquent par deux facteurs. D'une part, le message véhiculé par les Églises n'est pas considéré comme archaïque par les Tananariviens. 92% pensent qu'il est en phase avec la modernité, et ne constitue pas une entrave au développement du pays. Toutes les Églises semblent répondre aux demandes de leurs ouailles. D'autre part, le clergé a su rester relativement proche de ses fidèles, aussi bien par son mode de vie que par les préoccupations qu'il affiche et qui reflètent bien les difficultés auxquelles la population est confrontée au quotidien.

Il faut tout de même noter que près d'un fidèle sur quatre reproche à son propre clergé son éloignement de la réalité quotidienne vécue par chacun. Ce sont d'ailleurs les Églises protestantes indépendantes qui assurent la symbiose la plus étroite entre hommes d'Églises et fidèles. S'il est difficile de trouver un profil sociologique spécifique à ceux qui portent un regard critique sur leur encadrement religieux, il existe un lien direct entre rejet des autorités religieuses et intensité de pratiques. Ainsi, les « critiques » ne représentent que 5% de ceux qui fréquentent quotidiennement leur lieu de culte, mais dépassent 59% chez ceux qui ont déserté les temples ou les églises. De même, ils représentent 13% de ceux qui prient au moins une fois par semaine contre 47% chez ceux qui ont renoncé à prier. On peut penser qu'une part importante des croyants peu pratiquants se sont éloignés de leur Église à cause du comportement de leurs ministres de culte. La critique porte à la fois sur le manque « d'écoute » des paroissiens de la part de la hiérarchie religieuse, d'un train de vie qui n'est pas en adéquation avec celui du commun des mortels, mais aussi de normes de conduites jugées trop strictes. Ainsi, les fidèles les plus critiques sont aussi ceux qui pratiquent le plus régulièrement le culte des ancêtres, ainsi que ceux qui se montrent les plus tolérants en matière d'ouverture confessionnelle (mariages mixtes, conversion des enfants, etc.).

Église et vie publique : participer sans s'immiscer

Si les Tananariviens n'ont aucun doute sur la compatibilité entre foi et modernité, comme sur l'actualité du message délivré par les Églises, on peut chercher à

savoir quelle fonction ils considèrent légitime de leur accorder : celle de simple guide spirituel en matière de morale privée ou prérogatives élargies à la sphère publique ; et si cette dernière option est privilégiée, dans quels domaines doivent-elles intervenir ?

Depuis près d'un siècle et demi, les Églises ont joué un rôle important, sinon décisif, dans les affaires publiques à Madagascar. De la période précoloniale, caractérisée par la rivalité anglo-française, où les différentes missions appuyaient respectivement la politique de chacune des puissances dont elles étaient originaires pour la conquête du pouvoir [Raison-Jourde, 1991], jusqu'aux événements de 1991 où la FFKM a été très directement impliquée [Urfer, 1993 b], en passant par les positions nationalistes de certains ecclésiastiques, dont le plus célèbre est le pasteur Ravelojaona, les autorités ecclésiastiques n'ont cessé d'intervenir dans la conduite du pays. Encore aujourd'hui, et malgré la séparation de l'Église et de l'État, les hommes politiques continuent d'asseoir leurs discours sur des références religieuses explicites.

Pour les Tananariviens, il ne fait aucun doute que les autorités religieuses doivent intervenir dans le débat public. Mais leur champ de compétence doit aussi être circonscrit. S'ils attendent d'elles une prise de position sur les grandes questions de société, par contre ils considèrent tout aussi massivement qu'elles ne doivent pas directement se mêler de politique. Étant donnée la forte imbrication entre ces deux domaines, il faut voir dans ce résultat la condamnation de la « politique politicienne » dont souffre le pays depuis plusieurs années, ainsi que le rejet unanime de la classe politique [Roubaud, 1997 b, Pierre-Bernard *et alii*, 1998]. Si les autorités religieuses veulent conserver le prestige moral et la crédibilité que la population leur accorde encore, elles doivent se tenir à l'écart des manœuvres politiques et d'un engagement partisan déclaré. Il leur faut résister aux sirènes des hommes politiques qui cherchent à conforter leur légitimité et à mobiliser leur électorat en détournant et/ou en s'appropriant le crédit dont jouissent encore les autorités religieuses.

L'ecclésiologie des différentes Églises en matière d'engagement politique diverge sensiblement. Ainsi, l'Église catholique rejette toute intervention, tandis que la FJKM est beaucoup moins ferme sur ce plan : nombre de ses pasteurs

Figure 4 – Un champ circonscrit pour les autorités religieuses : le rejet des interventions politiques

	Religion actuelle					
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	Total
Les autorités religieuses doivent donner leur avis sur les grandes questions de société	90,6	89,5	87,8	86,3	89,5	89,6
Les autorités religieuses doivent intervenir dans le débat politique	21,1	21,4	21,4	14,2	5,6	20,2

exercer des fonctions dirigeantes au sein de partis politiques, dont les options sont souvent opposées. Mais, à l'inverse des positions doctrinales des appareils, les Tananariviens, toutes confessions confondues, sont défavorables à la mobilisation politique de leurs Églises respectives, les fidèles des Églises protestantes indépendantes et les non-chrétiens refusant le plus énergiquement ce mélange des genres.

Cette mise en garde de la population à l'égard de la hiérarchie religieuse doit être prise au sérieux. En effet, plus de la moitié des habitants de la capitale pense que cette dernière s'immisce déjà trop dans la conduite des affaires publiques, en dehors même du débat strictement politique. Seulement 10% d'entre eux désiraient lui voir jouer un rôle plus important, tandis que pour 35% ses interventions sont en adéquation avec leurs attentes. En refusant le mélange des genres, les Tananariviens semblent appeler de leurs vœux une séparation plus clairement affichée entre ce qui relève de la religion et ce qui n'en fait pas partie. Reste maintenant à en tracer plus précisément la frontière.

Les différentes Églises sont-elles porteuses de valeurs morales spécifiques ?

Pour aller plus loin, nous avons cherché à savoir quel type de valeurs morales étaient transmises par la religion, ou plus précisément quelles sont les valeurs morales que recherchent les fidèles en adhérant à telle ou telle Église. Parmi les quatre options proposées (amour, travail, justice, autres), deux dominent très largement. L'amour est de loin la plus significative puisque près de deux personnes sur trois y font référence. Le principe de justice arrive en deuxième position avec plus de 30%, tandis que le travail, ou les autres options n'apparaissent qu'à la marge.

Un résultat particulièrement intéressant est l'absence de différences significatives dans les valeurs morales mises en avant par les membres des différentes Églises. En particulier, l'importance de la morale du travail, censée être une spécificité de l'éthique du protestantisme, soulevée par le célèbre ouvrage de M. Weber, n'apparaît pas dans la capitale malgache. Plus généralement, il est par-

Figure 5 – Principes moraux et religion

D'après vous, quelle est la principale valeur morale véhiculée par votre religion ?	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	
Amour, fraternité (<i>fifankatiavana, fiarahalahiana</i>)	65,3	67,4	73,6	63,7	57,5	66,1
Justice (<i>fahamarinana</i>)	31,9	29,9	23,5	32,1	30,2	30,7
Travail (<i>asa</i>)	2,2	1,8	2,1	0,8	0,0	1,8
Autre	0,7	0,9	0,8	3,4	12,3	1,4
Total	100	100	100	100	100	100

ticulièrement difficile d'opérer une distinction entre les deux principales Églises : catholique et FJKM. Leurs fidèles se ressemblent comme des frères, sur ce plan comme dans tous les autres domaines liés à la religion (modalités et intensité des pratiques, syncrétisme, tolérance, rôle attendu des Églises, etc.). Marginalement, une ligne de partage se fait jour. Les « dominés » socialement (jeunes, pauvres, peu éduqués) revendiquent plus souvent le principe de justice que les « dominants », qui se satisfont du principe d'amour fraternel mis en exergue par leurs Églises respectives.

Le fait religieux : une zone de basse tension sociale

L'ensemble des résultats de cette étude converge pour prouver que la question religieuse est aujourd'hui une zone de basse tension sociale. Respect de la liberté religieuse par l'État, tolérance des appareils comme des fidèles, ressemblance profonde des membres des différentes Églises en sont les principales raisons. Pourtant, tel n'a pas toujours été le cas. Les querelles religieuses, allant de l'anathème aux affrontements physiques, ont par le passé ponctué l'histoire de Madagascar [Raison-Jourde, 1991].

L'apaisement de la question religieuse est aussi le résultat d'un déplacement du centre d'intérêt premier des Tananariviens vers la question économique : développement du pays à l'échelle macroscopique, et bien-être des populations au niveau individuel. Cette évolution est attestée par l'opinion des habitants de la capitale sur le principal facteur d'inégalité sociale, contre lequel il conviendrait de lutter en priorité. Des quatre modalités proposées (antagonismes entre riches et pauvres, entre ethnies, entre religions, ou entre hommes et femmes), les différends confessionnels arrivent en dernière position et ne recueillent que 0,9% des suffrages. Ce sont évidemment les inégalités entre riches et pauvres qui monopolisent 93% des réponses.

Cette relégation au dernier plan de la querelle religieuse n'est pas propre à une catégorie de fidèles, mais est partagée par l'ensemble des membres de toutes les Églises. Même les membres des Églises protestantes minoritaires, les plus en

Figure 6 – La question religieuse : une zone de basse tension sociale

Quelle est, d'après vous, la principale source d'injustice ?	Religion actuelle					
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	Total
L'opposition riches/pauvres	94,6	92,8	80,7	92,0	86,8	93,0
Les antagonismes ethniques	3,2	4,3	13,5	4,1	7,8	4,1
L'opposition homme/femme	1,4	2,3	4,9	1,9	4,5	2,0
Les antagonismes religieux	0,8	0,6	0,9	2,0	0,9	0,9
Total	100	100	100	100	100	100

butte à la suspicion de leurs concitoyens, qui voient en eux des victimes de l'influence néfaste des sectes religieuses, ne sont que 2% à accorder une importance primordiale aux antagonismes confessionnels.

Religion et identité sociale

À ce point de l'étude, un paradoxe semble se faire jour. D'un côté, la société tananarivienne se caractérise par une forte diversité confessionnelle. La religiosité et l'intensité des pratiques sont particulièrement élevées, affectant autant les anciennes que les jeunes générations. Enfin, rares sont ceux qui dérogent au phénomène d'endogamie religieuse, malgré une grande tolérance de principe à l'égard des alliances matrimoniales interconfessionnelles [Roubaud, 1997 b]. On a donc là tous les éléments (importance du fait religieux, faible mobilité confessionnelle) qui devraient conduire à faire de l'appartenance religieuse un facteur structurant de l'identité sociale. De plus, la concurrence d'Églises rivales puissantes et bien implantées devrait favoriser les antagonismes et, par conséquent, cristalliser les différenciations en matière de comportements et de prises de position.

Pourtant, les fidèles des différentes Églises ne semblent se distinguer en rien : ils ont les mêmes modes et niveaux de pratiques religieuses, ils affichent les mêmes valeurs morales et émettent les mêmes opinions sur le rôle de l'Église dans la société. Cette ressemblance singulière est particulièrement marquée chez les membres des deux principales Églises (FJKM, ECAR). Tout se passe donc comme si, pour chacun, la couleur religieuse avait été tirée au hasard dans l'ensemble d'une population originelle, se reproduisant d'une génération à l'autre, et aboutissant à la création de deux groupes jumeaux, parfaitement ressemblants à l'exception de leur taille respective.

Ce singulier hiatus conduit à s'interroger sur les facteurs qui différencient réellement les fidèles des principales Églises.

Les facteurs qui différencient les fidèles des principales Églises

Un premier critère de différenciation significatif de la population d'Antananarivo est l'appartenance ethnique, et en son sein, le groupe statutaire de rattachement. En effet, les Merina, groupe ethnique autochtone et numériquement dominant, montrent une préférence marquée pour la FJKM. Près de la moitié des Merina de la capitale est fidèle à cette Église, contre seulement 30% des Betsileo, et 22% pour les autres groupes ethniques. Cette affiliation en faveur de la FJKM se fait principalement au détriment de l'Église catholique, qui regroupe sous son nom 38% des Merina contre 48% des non-Merina, mais aussi de la FLM : seulement 3% des Merina en sont membres, mais 9% pour les originaires des Côtes et surtout près de 13% chez les Betsileo.

En fait, le partage religieux passe bien par des clivages interethniques, mais ils jouent aussi au niveau intraethnique. Ainsi, la prédilection des Merina pour la FJKM est encore plus sensible pour les descendants de nobles (*Andriana*) : deux tiers d'entre eux lui accordent leurs suffrages. Ce choix devient de moins en moins fréquent à mesure que l'on descend dans la hiérarchie des groupes statutaires. Il

ne concerne que la moitié des descendants de roturiers (*Hova*), et un peu plus du tiers des fils de dépendants (*Mainty-Andevo*). Cette tendance est contrebalancée par la montée du catholicisme, dont moins d'un quart des *Andriana* déclarés se réclame, mais près de 60% des descendants de *Maint*. Ce groupe est d'ailleurs le seul où les catholiques sont majoritaires.

On retrouve là directement l'empreinte de l'histoire malgache; ce qui n'est d'ailleurs guère étonnant compte tenu du mode de transmission familial de la religion. La topologie religieuse reflète la géographie de l'implantation des missions sur le territoire malgache, ainsi que les mouvements de conversion enregistrés au XIX^e siècle. En premier lieu, au cours de la phase de christianisation de Madagascar, les Églises rivales se sont réparties l'espace en zones d'interventions privilégiées, en fonction de leur date d'arrivée et des moyens à leur disposition (finances, nombre de missionnaires, etc.).

En second lieu, sur les haut plateaux, et dans la capitale plus spécifiquement, les rivalités ont été particulièrement rudes. Centre nerveux du pouvoir, la plupart des Églises ont cherché à s'attirer les faveurs des autorités Merina, considérées comme la clé pour prendre le contrôle du pays profond. De ce point de vue, la LMS bénéficiait de l'avantage d'antériorité, qui s'est vu conforté, après une période de tergiversation parfois dramatique (cf. l'épisode des martyrs chrétiens), par la conversion royale de 1869. Devenu religion de la reine, le protestantisme a connu une phase de ralliement massif, symbole de la marque d'allégeance au pouvoir en place. Les *Andriana* ont bien sûr joué cette carte, qui s'inscrivait dans des stratégies de rapprochement ou d'accession à la classe dirigeante, même si l'on ne doit pas négliger l'importance de conversions plus sincères, attestées par nombre d'exemples célèbres. Dans ce contexte, les catholiques ont dû se contenter d'une place de second rang dans les espaces laissés vacants par le protestantisme dominant, portant le plus souvent sur des groupes socialement moins bien placés.

Cela étant, il convient de se garder de raccourcis trop réducteurs. Si le partage entre catholiques et protestants suivait en partie les lignes de niveau de la hiérar-

Figure 7 – *Ethnies, groupes statutaires et religions dans l'agglomération d'Antananarivo*

Quelle est, d'après vous, la principale source d'injustice ?	Religion actuelle					
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	Total
Merina	48,5	37,8	3,0	9,5	1,2	100
Dont : descendants d' <i>Andriana</i>	65,5	24,6	1,0	7,2	1,7	100
descendants de <i>Hova</i>	49,2	37,1	3,6	8,9	1,2	100
descendants de <i>Mainty</i>	36,3	59,2	0,0	4,0	0,5	100
Non déclaré	47,4	36,7	4,8	9,2	1,9	100
Betsileo	30,6	48,1	12,5	7,5	1,3	100
Autres groupes ethniques	21,7	48,0	8,5	8,2	13,6	100
Total	45,5	39,3	3,5	9,0	2,7	100

chie sociale, il ne s'y superposait que partiellement. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, il était déjà abusif d'associer trop étroitement catholicisme et religion du pauvre, des esclaves ou éventuellement des roturiers, opposé au protestantisme, religion des riches ou des nobles. L'ouvrage de F. Raison-Jourde montre clairement que les conversions étaient souvent le résultat de jeux d'alliance, et pouvaient être réversibles. Par ailleurs, la « bicéphalité » du pouvoir (reine/Premier ministre), marquant le pacte stratégique entre certaines fractions de la noblesse et des roturiers (*Andriana* descendants royaux/*Hova* Andafiavaratra), interdisait l'assimilation entre religions et groupes statutaires. De plus, l'adoption d'une Église par un notable (noble ou roturier) entraînait aussi celle de ses dépendants, voire de ses alliés. Enfin, il ne faut pas oublier que la mise sous tutelle de Madagascar par la France, et le lien privilégié entre catholicisme et pouvoir colonial, malgré la vague anticléricale incarnée par le gouverneur général Augagneur (1905-1910), a aussi été à l'origine de reclassements confessionnels en faveur de l'Église catholique.

Si les groupes sociaux (ici ethniques ou statutaires) ne sont pas complètement déterminés par leur appartenance religieuse, la figure 7 met clairement en évidence la persistance de choix et de comportements religieux fixés il y a plusieurs générations, sur un principe de hiérarchisation sociale fondamental au siècle passé. Pourtant, ce dernier a été officiellement aboli il y a plus de cent ans (royauté, castes et esclavage). Aussi, on peut s'interroger sur la nature actuelle du lien entre position sociale et confession, et la forme des canaux de transmission qui régissent la reproduction des inégalités sociales (patrimoine, revenu, accès à l'emploi, etc.). En fait, nous avons déjà montré ailleurs que les groupes statutaires restaient toujours un puissant facteur de structuration de la société malgache, tout au moins dans la capitale [Roubaud, 1997 a]. Aussi, ne serait-ce que par ce biais, la confession doit encore être liée à la place occupée dans la pyramide sociale.

Effectivement, la batterie d'indicateurs dont nous disposons permet de rendre compte de la relation entre appartenance religieuse et position sociale. Ainsi, les ménages FJKM ont conservé leur suprématie passée, relativement à leurs homologues catholiques. Plus souvent et plus longtemps scolarisés, ils sont aussi en moyenne plus riches, que ce soit en termes de revenu ou de patrimoine. Plus nombreux à occuper un poste de cadre, quand ils travaillent, leur rémunération est aussi plus élevée. Jouissant d'un meilleur revenu par tête, les ménages FJKM sont aussi plus souvent propriétaires de leur logement avec titre foncier, et sont mieux lotis en matière d'équipement de l'habitation (eau, électricité, etc.) ou de possession de biens durables (télévision, téléphone, véhicule, etc.). Ces différences sociales s'accroissent encore, si l'on ne considère que la population merina. En effet, les habitants non originaires de la capitale occupent en moyenne une meilleure position que les originaires, ce qui s'explique par la fonction de drainage de l'élite nationale jouée par la capitale [Roubaud, 1997 a]. Globalement, les fidèles de la FJKM sont les plus favorisés sur tous les plans.

Face à ce constat, deux interprétations alternatives peuvent être proposées. D'un côté, le statut différentiel suivant la religion peut être la simple conséquence du phénomène déjà analysé de reproduction sociale d'une génération à l'autre, les enfants des familles les mieux dotées ayant plus de chance de conserver leur avantage initial. De l'autre, il pourrait traduire l'impact spécifique des

Figure 8 – Les raisons invoquées par les électeurs pour expliquer leur choix (1^{er} tour 1996)

	D. Ratsiraka	A. Zafy	N. Ratsirahonana	H. Razafimahaleo	R. Andriamanjato
Performances économiques	vie plus facile, création d'emploi, faible prix du riz, effort d'éducation, entreprises en meilleure santé, programme clair	libéralisme, le coût de la vie n'a pas trop augmenté, il n'a pas pu aller au bout de son mandat, il changera sa politique, il a tout fait pour redresser le pays	a fait beaucoup d'efforts, réussite, clarté de son programme, s'est soucié des fonctionnaires et des jeunes	a créé des emplois, possède des entreprises, expérience en ressources humaines, programme clair et bien défini	programme clair et bien bâti
Climat politique	pas de troubles, relations internationales, pays bien dirigé, début de l'ajustement structurel	équité dans la justice (litiges fonciers), plus de liberté, démocratie effective, source de la III ^e République	-	besoin d'un homme nouveau	le plus ancien politicien, le plus expérimenté des candidats
Qualités individuelles	intelligent, compétent, sérieux, savoir-faire, célèbre, respectueux, respecté	sociable, aime la discussion, aime les paysans, proche du peuple, solidaire, sincère, refuse le mensonge, soigne les malades	homme d'action, rapidité dans la prise de décision, préfère le travail au discours, homme de loi, sévère mais aime la justice compétent	jeune, intellectuel, compétent, sens des responsabilités, opérateur économique, moralité, responsabilité, capacité, efficacité, riche	capacité intellectuelle, capable, compétent, gentilhomme
Préférence partisane	membre de l'Arema, membre de la Serema	-	-	-	-
Contre les adversaires	vie trop dure, incompetent, règne de l'anarchie	échec de Ratsiraka, refuse le retour de Ratsiraka, veut changer	-	-	échec des 2 ex-présidents, mieux vaut changer
					.../...

différentes philosophies religieuses (morale du travail, ou de la « réussite » temporelle) sur l'insertion sociale. Cependant, les résultats de la deuxième partie, comme les travaux récents portant sur la mobilité sociale [Madio, 1997], incitent à penser que la première interprétation est la plus pertinente, même si localement la seconde peut jouer (par exemple le poids de l'investissement scolaire chez les luthériens).

Appartenance religieuse et prise de position : la question électorale

L'analyse du vote constitue un bon moyen de tester le rôle de l'identité religieuse sur les comportements et les valeurs véhiculés par les différentes Églises, et leur degré d'intériorisation par leurs fidèles respectifs. Cette dimension est d'autant plus pertinente que Madagascar est engagé depuis le début des années quatre-vingt-dix dans un processus de transition démocratique. Dans ce contexte, le « politique » retrouve sa fonction centrale de principe conducteur de l'orientation de la société malgache dans ses choix stratégiques, les élections en représentant le principal temps fort.

Globalement, la dimension purement religieuse du vote ne semble pas jouer de façon déterminante sur les comportements électoraux [Roubaud, 1997 b]. En premier lieu, elle n'a aucune influence sur le taux de participation. En second lieu, elle n'intervient qu'à la marge sur le choix des candidats.

Chaque électeur de l'échantillon a pu exprimer librement les raisons du choix de son vote aux scrutins de 1996. Les réponses ont ensuite été classées par grandes rubriques, candidat par candidat.

Dans l'ensemble, le critère religieux est très rarement mis en avant explicitement par les électeurs pour justifier leur choix, même s'il peut jouer implicitement. Il n'est jamais mentionné pour les deux candidats du second tour. Pour le premier tour, où la diversité des candidats donne aux électeurs une plus grande

.../...	D. Ratsiraka	A. Zafy	N. Ratsirahonana Razafimahaleo	H. Andriamanjato	R.
Amour, divers	désigné de Dieu, c'est le meilleur, je l'aime	le meilleur, on l'aime, vivant dans le même quartier	je l'aime, beaucoup l'ont choisi, choix de la famille, gentil, vivant dans le même quartier	je l'aime, la couleur de son bulletin	-
Critère ethnique ou religieux	-	-	Merina	Betsileo	chrétien, pasteur, homme d'Église, Merina

Seuls les 5 principaux candidats ont été retenus (soit 95,4% des suffrages exprimés).

liberté pour exprimer leurs préférences, moins de 6 % des votants affichent le primat de l'appartenance religieuse sur les choix électoraux. De plus, l'expression directe de la dimension religieuse du vote est très localisée. Le pasteur Andriamanjato est le seul candidat à avoir bénéficié d'un apport de « voix confessionnelles », explicitement revendiquées (43 % de son électorat), son statut de « pasteur » n'y étant pas étranger. Il convient de noter que ce résultat vaut aussi pour le critère ethnique (moins de 2 % des réponses).

Évidemment, le fait que les électeurs mentionnent rarement ouvertement le critère religieux comme élément motivant le choix d'un candidat ne signifie pas que ce dernier soit totalement absent des critères d'arbitrage. D'ailleurs, l'analyse multivariée des déterminants du vote au premier tour de 1996 montre clairement que plusieurs postulants au poste de président en ont bénéficié. C'est notamment le cas de N. Ratsirahonana et de R. Andriamanjato qui ont su attirer une partie des « voix FJKM », tandis que D. Ratsiraka s'adjudgeait un contingent notable d'électeurs catholiques.

D'un point de vue plus général, il est difficile de mettre en évidence les facteurs sociologiques déterminant le comportement électoral. Ce résultat tient aussi bien dans la capitale qu'à l'échelle du pays tout entier, comme le confirment des travaux récents de géographie électorale à Madagascar [Roubaud, 1997 c]. Aucun candidat n'a réussi à incarner les intérêts d'un groupe spécifique, dont il pourrait se targuer d'être le représentant attitré. Cela pourrait constituer un point positif pour Madagascar, en écartant l'hypothèse d'un vote communautaire ou corporatiste, et en laissant la porte ouverte à une véritable concurrence électorale. Mais cela résulte plus probablement du flou des programmes des candidats, les électeurs ayant du mal à identifier celui ou ceux qui défendent réellement leurs intérêts [Pierre-Bernard *et alii*, 1998].

*

En conclusion, l'emprise du christianisme règne sans partage dans la capitale malgache. Contrairement au lieu commun qui prétend que la population, et plus particulièrement les jeunes, traversent une profonde crise d'identité, passant par l'abandon ou le rejet des valeurs morales chrétiennes aux fondements de la société, les Tananariviens se montrent profondément attachés à leurs Églises. Les pratiques religieuses se maintiennent à un haut niveau d'une génération à l'autre, et la religiosité y est toujours aussi intense.

Si les chrétiens dominant très largement la scène religieuse, celle-ci se caractérise aussi par la grande diversité des confessions et des Églises, malgré la bipolarisation de la scène religieuse. Pourtant cette diversité n'est pas synonyme de fractures fratricides, comme si les « frères ennemis » d'hier, au moment où les missions se dénigraient mutuellement dans le but de prendre le dessus, étaient devenus simplement des « frères séparés ». L'œcuménisme officiel, qui s'est traduit par la création du FFKM en 1980, trouve un écho réel dans la population. La diversité religieuse s'accompagne d'un véritable esprit de tolérance, qui dépasse d'ailleurs les seuls chrétiens : il caractérise tout aussi bien les musulmans de la capitale, même s'ils sont extrêmement minoritaires.

Cette tolérance est à la fois le fait des chrétiens entre eux, mais elle est aussi notable vis-à-vis du culte des ancêtres. Certaines de ses manifestations, comme le *famadihana*, restent profondément ancrées dans les pratiques des Tananariviens, même si elles relèvent plus de l'ordre des coutumes et de la tradition que de la sphère religieuse proprement dite. Elles se présentent comme des vecteurs d'identité de « malgachitude ». La formidable entreprise d'acculturation qu'a représentée l'évangélisation du pays au siècle dernier ne s'est pas traduite par une fragilisation des repères spirituels de la société malgache actuelle, mais par la création d'une culture originale qui marie harmonieusement deux traditions étrangères l'une à l'autre, sans remettre en question les principes fondateurs du christianisme. Si certaines Églises se montrent très critiques sur cette question, le syncrétisme partagé par la majorité de la population ne semble pas être vécu sur un mode conflictuel.

Si les Tananariviens continuent à désirer que les Églises participent activement à la vie publique, et fournissent des repères sur les grandes questions de société, ils leur adressent un véritable avertissement : les Églises ne doivent pas s'immiscer en politique, ce qu'elles font encore trop à leur goût. Finalement, l'apaisement de la question religieuse en fait aujourd'hui une zone de basse tension sociale. Elle ne cristallise plus les passions. C'est l'injustice sociale – et plus particulièrement les inégalités de revenus – qui est perçue comme le principal enjeu de société à Madagascar.

BIBLIOGRAPHIE

- HÜBSCH B. (éd.) [1993], *Madagascar et le Christianisme*, Paris, Karthala, 518 p.
- JACQUIER-DUBOURDIEU L. [1996], « Représentation de l'esclavage et conversion : un aspect du mouvement du réveil à Madagascar », *Cahiers des sciences humaines*, 32 (3) : 597-610.
- MADIO [1997], *L'Emploi, le Chômage et les Conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo*, Madagascar, 44 p.
- PIERRE-BERNARD A., PIERRE-BERNARD F., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. [1998], *Partis et Classe politique dans l'agglomération d'Antananarivo : les intermédiaires démocratiques jouent-ils leur rôle ?*, Madagascar, Madio, 9736/E, 34 p.
- RAISON-JOURDE F. [1991], *Bible et Pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État (1780-1880)*, Paris, Karthala, 840 p.
- RAMINO P. [1993], « Les Églises chrétiennes après 1960 (1960-1990) », in B. Hübsch (éd.), *Madagascar et le Christianisme*, Paris, Karthala : 393-434.
- ROUBAUD F. [1998], *Religion et Pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo : la diversité dans la tolérance*, Madagascar, Madio, 9734/E, 31 p.
- ROUBAUD F. [1997 a], *Ethnies et Castes dans l'agglomération d'Antananarivo : facteur de divisions ou richesse culturelle ?*, Madagascar, Madio, 9733/E, 29 p.
- ROUBAUD F. [1997 b], *Qui vote pour qui et pourquoi ? Essai de sociologie électorale à partir des résultats des élections présidentielles dans l'agglomération d'Antananarivo, 1992-1996*, Madagascar, Madio, 9735/E, 25 p.
- ROUBAUD F. [1997 c], *Les Élections présidentielles à Madagascar 1992-1996 : un essai de géographie électorale*, Madagascar, Madio, 9707/E, 29 p.
- URFER S. [1993 a], « Églises et vie nationale », in B. Hübsch (éd.), *Madagascar et le Christianisme* : 459-482.
- URFER S. [1993 b], « Quand les Églises entrent en politique... », *Politique africaine*, 52, Madagascar, Paris, Ambozontany-Karthala : 31-39.